MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° SMI-US-2026-06 du 10 août 2026)

Acheteur
État - Ministère de la Transition Écologique / Ministère de l'Aménagement du Territoire / Ministère des Transports / Ministère de la Ville et du Logement - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France

Représentant de l'acheteur (RA)
Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France par arrêté préfectoral du 17 janvier 2025

Objet du marché
Mise à 2X2 voies de la N2 - La Capelle – Études préalables et DUP

Le présent CCAP ne comporte pas d' annexe

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES....5
1-1. Objet du marché et Normes....5
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications....5
1-3. Point de départ du délai d'exécution....6
1-4. Autres intervenants....6
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques....7
1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel....8
1-7. Dispositions générales....9
1-8. Ordres de service....12
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE....12
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES....13
3-1. Tranche(s) optionnelle(s)....13
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes....14
3-3. Variation dans les prix....15
3-4. Paiement direct des sous-traitants....16
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES....16
4-1. Durée du marché et délais d'exécution....16
4-2. Pénalités pour retard d'exécution....16
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution....18
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations....19
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE....19
5-1. Retenue de garantie....19
5-2. Avances....19
ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE....20
ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHE....20
7-1. Conditions d'exécution....20
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES....21
8-1. Admission....21
8-2. Garantie des prestations....22
ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION....22

9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....22
9-2. Résiliation.....22
ARTICLE 10. CLAUSES SOCIALE D'INSERTION.....23
10-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser.....23
10-2. Mise en œuvre des clauses sociales.....23
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....23

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Ce marché d'études s'inscrit dans une organisation composée de plusieurs prestataires qui mèneront de front l'ensemble des études pour obtenir les éléments nécessaires à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique du présent projet et définir l'opération et les aménagements qui l'accompagneront.

La maîtrise d'ouvrage attire donc l'attention du titulaire sur la nécessité de travailler en étroite collaboration avec les autres prestataires spécialisés de l'équipe projet, de la maitrise d'ouvrage ainsi que de tous les intervenants extérieurs nécessaires à l'aboutissement de cette opération (services centraux du maitre d'ouvrage, services instructeurs, contrôleurs extérieurs, exploitants, élus, usagers et habitants du territoire).

D'une manière générale, le titulaire devra, pour l'ensemble de ses missions, respecter le contenu de L'Instruction Générale du 29/04/2014, l'Instruction Technique en vigueur et de la circulaire du 13 avril 2012 portant instruction pour la mise en œuvre d'audits de sécurité routière pour les opérations d'investissement sur le réseau routier national. Il est rappelé que le titulaire devra également veiller, tout au long des études, à bien respecter les engagements de l'État et à répondre aux différents documents de références applicables (objectifs de qualité du SDAGE, normes, Code de l'environnement, etc.)

Le présent marché s'inscrit dans un projet de grande ampleur : la mise à 2x2 voies de la RN2 de Laon à Avesnes-sur-Helpe. Ce projet suivant la décision ministérielle du 8/11/2022 est découpé en 3 sections. Le présent marché fait partie de la section 3 entre Marle et Avesnes-sur-Helpe.

Pour les études réglementaires et environnementales de la section 3 dont la déviation de Froidestrées, La Capelle et La Flamengrie, une vision globale du projet entre Laon et Avesnes-sur-Helpe sera obligatoire afin de construire les différents dossiers réglementaires nécessaires pour l'opération suivant la législation en vigueur.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Sur les communes de: La Flamengrie, La Capelle, Lerzy, Froidestrées, Gergny, Sommeron et Etreaupont dans l'Aisne

le présent marché est un marché d'études en vue de réaliser les études techniques de maitrise d'oeuvre et les études réglementaires nécessaires pour la réalisation de la mise à 2x2 de la RN2. Les sections concernées par la présente consultation sont la RN2, fuseau Est de la déviation des communes de Froidestrées, La Capelle et La Flamengrie dans l'Aisne.

Les prestations, objet de la présente consultation, comprennent la production des études préalables aux enquêtes publiques, l'élaboration de l'étude d'impact, la réalisation des dossiers de concertation continue et d'enquête publique et la mise en oeuvre d'une concertation et d'une enquête publique (DUP)

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du CCP.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le(la) chef(fe) de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3.1 du CCAG) ;
b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle a l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG) ;
d) Signature des ordres de service.

2. Le(la) chef(fe) du pole maîtrise d'ouvrage, son adjoint(e), les responsables d'opérations pour assumer les fonctions suivantes :
a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou a toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 du CCAG) ;
f) Signature des ordres de service.

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.
Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire
Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.
En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.
Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.
Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Voir acte d'engagement article 3

1-4. Autres intervenants

Les services de l'Etat et ses partenaires

- DGITM
- Préfecture et sous-préfecture
- DDT02
- La Région Hauts de France
- Département de l'Aisne

Les collectivités locales :
-élus locaux
-communes

-communauté de communes
-chambre d'agriculture
-chambre du commerce…

Le garant de la Commission Nationale du Débat Public
Le commissaire enquêteur

Les services d'exploitation :
- Des communes concernées par les tracés
- CD 02
- DIR Nord
Le contrôle extérieur études :
- CEREMA ou bureau d'étude privé
Le Coordinateur SPS
- à désigner ultérieurement
Le Géomètre :
- GEOFIT ou un autre cabinet de géomètre à désigner ultérieurement
Les bureaux d'études en interface
-diagnostic faune, flore, habitats et zones humides
-diagnostic agricole

1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Il est prévu une décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

Ci-dessous les éléments de mission :

AVP	Etudes préalables à la déclaration d'utilité publique
MC1 :	Concertation continue : préparation des documents techniques, réglementaires et pédagogiques pour la présentation au territoire des 3 tracés étudiés et comparés. Réalisation du Bilan de la concertation continue
MC2 :	Concertation continue : préparation matérielle et animation de la concertation continue
MC3 :	Finalisation y compris reprise des études préalables et réglementaires suite au bilan de la concertation continue (Cas 1 et 2).
MC4	Finalisation y compris reprise des études préalables et règlementaires suite au bilan de la concertation continue intégrant le phasage du projet afin de garantir la commande initiale (Cas 3).
MC5	Audit de sécurité routière. Préparation des documents nécessaires pour l'audit. Mémoire en réponse à l'IGR et reprises des études préalables si nécessaire
MC6	Enquête publique DUP : Préparation du dossier d'enquête (technique, règlementaire et pédagogique) nécessaire à l'obtention de la DUP et procédures connexes (ex : MECDU…). Assistance au MOA durant l'enquête (réponse AE, commissaire enquêteur, préparation arrêté…) jusqu'à l'obtention de l'arrêté préfectoral
MC7	Enquête publique DUP : préparation matérielle et animation de l'enquête publique
MC8	Elaboration du programme
MC9	Réalisation du dossier des engagements de l'État
MC10	Modifications substantielles du tracé (nouveau tracé dans le fuseau, partie du tracé hors fuseau). Reprise des études techniques et réglementaires afin de répondre au bilan de la concertation continue (cas 4)

Le présent marché comporte une tranche ferme et 3 tranches optionnelles désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Études préalables : (études techniques et réglementaires, audit de sécurité routière) **Missions : AVP, MC5**
Tranche optionnelle 1	Concertation continue sur les variantes de tracé, bilan et finalisation du tracé final y compris reprises issues de la concertation **Missions : MC1, MC2, MC3, MC4**
Tranche optionnelle 2	Enquête publique DUP (dossier d'enquête, AMO pour l'organisation et pour les questions techniques et réponses à apporter. **Missions : MC6, MC7, MC8, MC9**
Tranche optionnelle 3	Reprise des études préalables techniques et réglementaires sur une adaptation importante du projet ou une modification du projet ou de son périmètre. **Mission : MC10**

1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.
La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.4 du CCAP.

1-6.2 Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5.2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.
L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.
Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.
En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3-5 du présent CCAP.

1-7. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : https://www.e-attestations.com.

1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.
Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

> "J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....
>
> Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.
>
> Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-7.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1-7.5. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R2122-7 du CCP.

1-7.6. Clauses sociales et environnementales

1-7.6.1. Clauses sociales

Le présent marché comporte une clause sociale obligatoire en application des dispositions du Code de la commande publique. Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation visant à promouvoir l'égalité suivant le détail indiqué à l'article 10 du présent CCAP.

Le titulaire s'engage à réaliser une action de sensibilisation auprès de scolaires, jeunes enfants dispositif d'insertion professionnelle durant la durée de la tranche ferme.

Cette action de formation sera en priorité réalisé dans le Département de l'Aisne.

La clause peut être mis en œuvre dans plusieurs établissements distincts.

Le titulaire devra fournir au Moa un rapport détaillé expliquant la formation dispensée, les sujets évoqués et des photographies illustrant les séances.

Un justificatif de la bonne exécution de cette obligation signée par le(s) Directeur(s) de(s) structure(s) ayant accueilli la formation et validant le contenu de la formation. Sera à fournir au MOA

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

1-7.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

Pour l'exécution des prestations, le titulaire, mettra en place un outil de suivi des actions qu'il propose pour réduire l'impact environnemental du présent marché. Il établira un bilan annuel de ces actions (nature, objectif fixé, objectif atteint, moyen alloués). En cas de non-atteinte des objectifs fixés, il pourra proposer une adaptation des moyens voire de la mesure.

Les items objets de cette clause sont :

- La réduction des gaz à effet de serre
- La réduction des polluants atmosphériques

Ils pourront être illustrés par exemple par :

- Favoriser l'utilisation de véhicules moins polluant
- Limiter les déplacements

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements annuellement entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-3.6 du présent CCAP.

1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces Particulières :

● L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties);

● Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;

● Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;

● Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

B - Pièces Générales :

● Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021(NOR : ECOM2106874A) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

● Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) suivants : sans objet

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP.

C – Engagement unilatéraux de l'entrepreneur :

À l'appui de son offre, l'entrepreneur présente les documents suivants qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagement unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas de droit de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

● Le projet de planning ;

● L'offre technique du titulaire y compris le mémoire justificatif complet ;

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

3-1.1. Délais limites de notification

Les délais limites de notification de la décision d'affermissement de chacune de la tranche optionnelle est précisée ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

Tranche	Délai
Optionnelle 1	24 mois
Optionnelle 2	36 mois
Optionnelle 3	36 mois

En cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution de la tranche ferme, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

3-1.2. Indemnité de dédit

Sans objet.

3-1.3. Indemnité d'attente

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire dont le libellé est donné dans la liste des prix, ou autre document contractualisant les prix.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

https://chorus-pro.gouv.fr

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

https://lab.chorus-pro.gouv.fr/

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État est le 11000201100044
- Le code du service exécutant de la dépense de l'état CGFB200059

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence ***I*** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010

3-3.4. Modalités de révision des prix

Les prix du présent marché sont révisables dans les conditions et modalités ci-dessous.

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0{,}15 + 0{,}85 \times (I_{n-3} / I_{o-3})$$

avec : I_{o-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.
Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, la pénalité journalière est fixée à 200 € HT

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
Mise en place d'un site internet d'échange de documents	-Mise en place du site et cycle de formation -Défaut d'exploitation et maintenance	1 mois 7 jours	50€ 50€
Etudes préalables	Réalisation des études AVP Prise en compte de remarques par dossier d'études préliminaires modifié	12 mois 1 mois	200€
	Elaboration des dossiers réglementaires et assistance au maître d'ouvrage durant toute la durée des études réglementaires et environnementales : • élaboration du dossier d'études d'impacts y compris études associées; • Evaluation socio-économique • mémoire en réponse à l'AE • Dossier d'enquête parcellaire • élaboration des dossiers de mise en compatibilité des documents d'urbanisme ; • élaboration d'un dossier de concertation inter-administrative ; • élaboration du dossier d'enquête publique ; • réponse aux commissaires enquêteurs ou aux garants CNDP Dossier des engagements de l'Etat Elaboration du Programme	Les délais des différentes phases peuvent être concomitants 180 jours 90 jours 30 jours 90 jours 30 jours 90 jours 90 jours 30 jours 30 jours 30 jours	200€
Audit de sécurité routière	-Préparation dossier d'audit -Rapport en réponse aux remarques de l'Exploitant et des auditeurs SR -Mise à jour du dossier d'Etudes Préalables	60 jours 15 jours 30 jours	200€
Réseaux	Déclaration de projet de travaux	60 jours 30 jours	200€

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4-3.3. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures de formation à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 500 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 10.2 pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4-3.4. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 € HT

4-3.5. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 € HT

4-3.6. Autres pénalités diverses

- Pénalité en raison du défaut de qualité d'un livrable.

La qualité des prestations intellectuelles est essentielle à la bonne exécution du présent marché. Les livrables remis par le titulaire doivent être conformes aux exigences du CCTP et aux règles de l'art. Dans le cas où un livrable nécessiterait plus de deux allers-retours (demandes de corrections, d'ajouts ou de modifications) pour cause d'incomplétude, d'erreurs manifestes ou de non-respect des prescriptions du CCTP, une pénalité pour défaut de qualité peut être appliquée.
Cette pénalité s'applique à compter de la troisième présentation du livrable, si celui-ci est toujours jugé insatisfaisant et fait l'objet d'un nouveau refus motivé par le Maître d'Ouvrage.

- **Montant de la pénalité forfaitaire :** 1000 €HT.
- **Application :** Cette pénalité est appliquée de plein droit et sans mise en demeure préalable, dès la notification de refus de la troisième version du livrable au titulaire. Elle est cumulable avec les pénalités de retard.

- Pénalité pour absence à une réunion

Le titulaire est tenu d'assister ou de se faire représenter par une personne qualifiée, habilitée à prendre des décisions engageant sa structure, à l'ensemble des réunions convoquées par le Maître d'Ouvrage (réunions d'avancement, réunions de calage technique, réunion enquête publique, etc.). Les convocations sont adressées au titulaire par courriel au moins **5** jours ouvrés avant la date de la réunion, sauf situation d'urgence. Toute absence doit faire l'objet d'un justificatif valable et d'une demande d'excuse adressée au Maître d'Ouvrage au moins 24 heures avant la tenue de la réunion (sauf cas de force majeure dument justifié). **Montant de la pénalité : 300 € HT**

par réunion et par absence constatée. Application : Cette pénalité est appliquée de plein droit et sans mise en demeure préalable, sur la simple mention de l'absence du Titulaire figurant au compte rendu de la réunion transmis aux parties. Si l'absence du Titulaire rend impossible la tenue de la réunion ou impose son report, causant un retard dans la prise de décision ou le planning global du projet, la pénalité susvisée est portée à **1 000 € HT** par réunion annulée ou reportée de son fait.

- Pénalité pour défaut de réactivité lors de la procédure d'enquête.

La réactivité du titulaire est une condition déterminante pour le respect du planning de l'opération. Le titulaire s'engage à traiter toute demande de compléments, de modifications ou de réponses aux avis des services instructeurs et commissaire enquêteur dans les délais impartis par le Maître d'Ouvrage (ou à défaut, par l'administration). Le délai de réponse exigé sera notifié au titulaire par courriel, si celle-ci n'est pas celle prévue par le CCTP ou la législation. En cas de non-respect de ce délai de réponse, et sauf cas de force majeure ou cause imputable au Maître d'Ouvrage, une pénalité spécifique pour défaut de réactivité sera appliquée.

- **Montant de la pénalité :** 200 € HT par jour calendaire de retard au-delà du délai exigé pour la remise des compléments ou réponses.
- **Application :** Cette pénalité est appliquée de plein droit et sans mise en demeure préalable. Elle court à compter du lendemain de la date limite fixée pour la remise des éléments, jusqu'à la date de réception effective et complète de ceux-ci par le Maître d'Ouvrage.

- Non-respect de la clause environnementale

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 1.7.6.2 pour la production du rapport justificatif annuel relatifs à l'exécution de la clause environnementale, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €HT

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Tranche	①
Ferme	30 %
Optionnelle 1	30 %
Optionnelle 2	30 %
Optionnelle 3	30 %

① % du montant initial TTC de la tranche.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

En application des articles R2191-11 à R2192-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHE

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Sans objet.

7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :
- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le MOE sont remis au RA,sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : [pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt].
En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

8-1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur (RDO) des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de trois mois.

Cette décision peut prendre la forme d'un mail ou d'un courrier transmis via PLACE

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur de ces documents en version final après contrôles du MOA.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-2. Garantie des prestations

Sans objet.

ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION

9-1. Arrêt de l'exécution des prestations

Sans objet.

9-2. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 i) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES SOCIALE D'INSERTION

Cette clause est applicable à la tranche ferme.

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'égalité homme/femme, lutte contre les discriminations demande à l'attributaire de réaliser une sensibilisation auprès d'écoles, ou jeune public afin de présenter les actions sociales qu'il met par exemple en œuvre dans son entreprise.

10-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Le volume horaire de l'action de sensibilisation sera de 35 heures.

10-2. Mise en œuvre des clauses sociales

L'attributaire gèrera la mise en œuvre de cette clause sur un ou plusieurs établissements.

Elle sera prioritairement mise en œuvre dans l'Aisne.

L'attributaire justifiera la bonne exécution de cette clause au Moa en produisant un rapport détaillé présentant :

- la formation dispensée
- les sujets évoqués
- des photographies illustrant les séances.
- L'avis du service d'accueil sur la formation validé par la signature du Directeur de la structure d'accueil.

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-3.3 du présent CCAP.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4.2	déroge à l'article	14.1.2 et 14.1.1 du CCAG
CCAP 5.2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG 3ème alinéa
CCAP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG
AE 3-1	déroge à l'article	13.1.3 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes